

**Amadou Sy Savané à l'académie d'enseignement rive droite de Bamako : Première visite, première satisfaction!**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 07 JUILLET 2023

1379

Malikilé

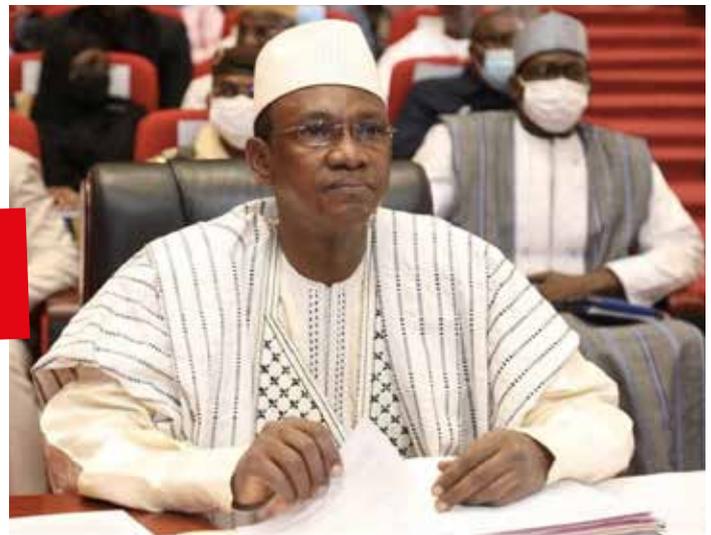
www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**Attaque de Choguel contre  
Alpha Oumar Konaré**

**Halte aux débats  
de caniveaux**



**L'OCLEI à la HAC : Les deux structures s'unissent contre la corruption**



**Can U23 : Entretien avec Aliou Badra Diallo sur le derby ouest-africain.**



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**05** Juillet  
2023

### RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**32**

Nouveaux cas confirmés

**00**

Nouveaux guéris

**00**

Nouveaux décès

**00**

Au cours des dernières 24 H

### VACCINATION

**648 699** Vaccinations incomplètes

**3 426 309** Vaccinations complètes

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**33 151**

**Guéris**

**32 332**

**Décès**

**743**

dont 00 fait l'objet  
d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.15



P.19



P.24



## UNE

Attaque de Choguel contre Alpha Oumar Konaré : Halte aux débats de caniveaux

P.5

## BREVES

Mohamed El Maouloud Ramadane sur le retrait de la Minusma : « L'accord est plus que jamais menacé »

P.14

Mali : La mission de l'ONU "regrette" les propos d'un officier sénégalais contre l'armée

P.14

BRICS : Du nouveau sur l'intégration d'autres pays

P.15

« Pirogue du ZEME » : Qu'est-ce qui est arrivé aux 3 membres de l'équipage enlevés le 11 juin dernier

P.15

L'OCLEI à la HAC : Les deux structures s'unissent contre la corruption

P.16

## ACTUALITES

Ouverture désordonnée de centres de santé privés : Fermeture d'au moins 8 cabinets médicaux à Bamako

P.19

Amadou Sy Savané à l'académie d'enseignement rive droite de Bamako :

Première visite, première satisfaction !

P.20

Entrepreneuriat, emploi et formation professionnelle : Visite de la nouvelle ministre de tutelle à l'APEJ

P.21

## POLITIQUE

Union africaine professionnelle- ZLECAF : Me Mamadou Ismaïla Konaté élu président

P.23

Mali : Le retrait de l'inadéquatement Minusma

P.24

## CULTURE ET SOCIETE

Biennale : Mopti n'a pas l'esprit à la fête

P.26

## INTERNATIONAL

Présumée de détournement d'armes fournies par l'OTAN à l'Ukraine

La France dément 28

P.28

Niger face aux jihadistes : L'UE renforce son aide militaire

P.29

## SPORT

Can U23 : Entretien avec Aliou Badra Diallo sur le derby ouest-africain.

P.30

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

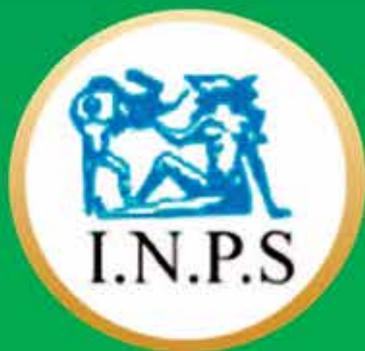
• **Gérant:** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef:** .....

• **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial:** Youssouf Diarra

• **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



# LA PENSION DE RETRAITE ANTICIPÉE POUR RAISON DE SANTÉ

## Conditions d'ouverture des droits :

- Avoir accompli au moins 13 années d'assurance
- Avoir 53 ans et moins de 55 ans pour toutes les catégories
- Certificat médical attestant l'impossibilité d'exercer une activité professionnelle



## INPS Au service des assurés sociaux

**Employeurs ! Faites vos déclarations et assurez leur paiement régulier à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités**



## Attaque de Choguel contre Alpha Oumar

### Konaré Halte aux débats de caniveaux

Comment un Premier ministre en fonction peut-il se permettre d'attaquer avec des mots aussi inappropriés un ancien président de la République dont le parti a su placer ou maintenir, avec au moins son accord implicite, ses plus hauts responsables au Conseil National de Transition (CNT) ou à la tête de grandes directions nationales ou des ministères stratégiques. Et comment ce parti et le Parena ont-ils accepté de sauter pieds joints dans les caniveaux pour se salir plus que le PM qui les y avait invités. Un seul perdant dans ce combat du Tigre, de l'abeille et du bœuf : le Mali.  
Halte donc !

Le Parti Africain pour la Solidarité et la Justice (Adéma PASJ) et le Parti pour la Renaissance Africaine (PARENA) sont profondément mécontents des actions du Premier Ministre actuel, dont le mandat a été renouvelé il y a quelques jours. Les dirigeants des deux partis ont dénoncé les propos

«malheureux, regrettables, malencontreux, outrageux, inutiles, insensés et irresponsables à un moment si crucial de notre histoire» tenus par le Premier Ministre. Ils demandent à ce dernier de leur présenter des excuses publiques.

L'Adéma n'a pas mâché ses mots envers le Premier Ministre Dr Choguel Kokalla Maïga. Le parti demande au Chef de l'État de «mettre fin au comportement infantile du Premier Ministre». Dans un document de réponse signé par le 3ème vice-président du Comité Exécutif du parti, Assarid Ag Im-



barkawane, l'Adéma-PASJ exige **«des excuses officielles du Premier Ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, envers ses militants et l'ancien président de la République, Alpha Oumar Konaré»**, en raison de propos jugés «outrageants» par les membres du parti.

En effet, lors d'une cérémonie avec certains membres du M5-RFP, à l'occasion de la présentation des vœux de la fête de Tabaski 2023, devant un public, il a affirmé à propos du Président Alpha Oumar Konaré : **«... je ne veux pas m'attarder sur certains aspects négatifs. Lui, il n'a même pas**

**dirigé le Mali. Quand on détruit l'Armée, quand on détruit l'École, tu ne peux jamais me convaincre que tu fais du bien pour le pays... Donc, je parle de ceux qui ont fait des efforts.... Quelles réalisations concrètes peut-on présenter aux Maliens ?»...**



Ces propos sur le bilan de l'ancien président de la République du Mali, Alpha Oumar Konaré, ont provoqué la colère de ses proches collaborateurs, qui n'ont pas manqué de qualifier les propos de Choguel de **«Premier Ministre clivant»** qui se **«lance, sur les réseaux sociaux, dans une véritable campagne de dénigrement contre l'ancien Président démocratiquement élu»**.

**«L'Adéma-PASJ s'insurge avec véhémence contre les diatribes vaines et injustes, les propos tendancieux et vils, certainement indignes d'un Premier Ministre et encore plus préjudiciables à la paix et à la cohésion sociale dans notre pays»**, ont-ils réagi. Selon les responsables, les accusations répétées et infondées portées contre le Président Alpha Oumar Konaré visent simplement à **«décrédibiliser»**



cet homme d'État. Pour l'Adéma-PASJ, ces manœuvres visent à «manipuler l'opinion» avec pour effet, «d'une part, de fragiliser le climat social et d'autre part, de jeter le discrédit sur les efforts de construction du pays consentis sous le leadership de l'ancien Président».

Face à ce que l'Adéma-PASJ considère comme la «déformation du bilan» de leur camarade, demande au Premier Ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, président du Mouvement Patriotique pour le Renouveau (MPR), «à se ressaisir et à sortir définitivement des invectives notamment sur les réseaux sociaux, pour se hisser au rang d'homme d'État mature, responsable et respectueux des règles républicaines». Ces propos du Premier ministre, coutumier du fait, particulièrement contre les acteurs du mouvement démocratique, ont fait réagir au-delà de l'ADEMA qui, du moins, l'accuse d'être dans une «dynamique de conflits

aux conséquences imprévisibles».

### Appel à la vigilance

Par conséquent, cette attitude du Premier ministre qui fait couler de l'encre «appelle à la vigilance du Président de la Transition, garant de l'unité nationale et de la cohésion sociale, d'agir, en toute responsabilité, afin que cessent ces dérives puérides sans cesse perpétrées par le premier représentant du Gouvernement, selon l'Adéma. La ruche demande également au Chef de l'État de prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin au comportement infantile d'un Premier Ministre visiblement peu conscient des hautes responsabilités qui sont les siennes, alors que ces propos sont potentiellement incitatifs à la haine et à la division dans le pays.

L'Adéma voit en Choguel «un dirigeant sentant la fin de sa carrière politique, proclamant en suppliant les forces de

la Nature : 'Après moi, le déluge'. Il est irresponsable de dilapider le fragile capital de paix en cours de construction dans notre pays, par des démarches aussi imprudentes que conflictuelles, [...] de discours haineux tenus par le Premier Ministre de la Transition [...] en manque de base politique, d'inspiration et d'arguments pour justifier ses échecs à la tête du Gouvernement», affirme l'Adéma.

L'Adéma défie quiconque sur le bilan de son président Konaré déformé par Choguel. «Jamais, depuis l'indépendance, aucun régime n'a construit autant de lycées et d'établissements scolaires publics que le président Alpha Oumar Konaré et l'Adéma-PASI. Aucun n'a recruté autant d'élèves et d'étudiants, ni d'enseignants comme lui. Rares sont les régimes qui ont fourni autant de matériel didactique à l'École malienne. Jamais, depuis les

indépendances, aucun régime n'a substantiellement amélioré les conditions de vie et de travail des enseignants comme le président».

En ce qui concerne l'Armée, **«le président Alpha Oumar Konaré a construit et modernisé plus de casernes militaires que n'importe qui avant ou après lui»**. Pire, **«au lendemain du 26 mars 1991, la situation de l'Armée malienne était caractérisée par l'état de délabrement, voire de ruine, de toutes les casernes militaires, par le très bas niveau de rémunération du personnel, par l'état vétuste du matériel et enfin, par l'effritement de la discipline. Ces facteurs ont entraîné la révolte de la troupe»**. L'Adéma-PASJ refuse de laisser une tierce personne tenir son bilan et son héritage politique.

Le Président Alpha Oumar Konaré est arrivé au pouvoir le 8 juin 1992, à l'issue d'une élection présidentielle libre et transparente qu'il a brillamment remportée avec 70 % des voix exprimées en sa faveur. Selon l'Adéma, au-delà de sa victoire écrasante, il a préféré initier une gestion consensuelle qui a fait du Mali un modèle réellement démocratique, cité en exemple en Afrique.

Dans ce sens, **«les militants de l'Adéma-PASJ ne se rabaisseront pas à évoquer ici l'héritage catastrophique laissé par le régime CMLN-UDPM»**, affirme-t-il. Au lieu de cela, **«plutôt que de renforcer les acquis et de consolider l'unité nationale pour relever ensemble les multiples défis auxquels le Mali est confronté, le seul véritable motif du soutien de**

**l'Adéma-PASJ aux autorités de la Transition actuelle»** sont les diatribes qui ont pris place dans les discours.

### Le PARENA en ordre de bataille

Ce n'est pas le parti de Tiébilé Dramé qui laissera Choguel échapper dans sa guerre contre le mouvement démocratique. Le Parti pour la Renaissance Africaine (PARENA) n'y va pas par quatre chemins pour critiquer le locataire de la primature et protégé des Colonels. **«Chassez le naturel, il revient au galop»**, reprend le PARENA, soulignant l'union nationale sacrée dont le Mali a besoin aujourd'hui. Et malheureusement, malgré son degré de responsabilité et le moment crucial que traverse le pays, Choguel a une fois de plus montré qu'un tigre restera un félin féroce. Il crie sa tigritude, fonce et saute sur sa cible. Nul ne saurait l'en empêcher. Comme pour dire, malgré les privilèges qu'il tire depuis l'avènement de la démocratie, il est resté nostalgique de l'époque sombre de son mentor, le Général Moussa Traoré.

**«Prenant des libertés avec les faits, comme d'habitude, l'héritier des 19 novembristes et de l'UDPM s'est livré à une déformation de l'histoire du Mali à travers des contre-vérités évidentes»**. Pour le PARENA, **«l'affaiblissement de l'armée malienne dont a parlé Choguel a commencé quand, un jour de novembre 1968, des lieutenants ont commandé les colonels et les chefs de bataillons, rompant ainsi la chaîne de commandement et la discipline, force principale des armées »**. S'agissant de l'école, aucune haine de la démocratie ne saurait justifier la

déformation de la réalité : en dix ans, entre 1992 et 2002, il y a eu 10 fois plus d'écoles et de lycées que pendant les 23 années du CMLN-UDPM. Il en va de même pour la démocratisation de la santé grâce à la multiplication des centres de santé communautaires et de référence.

D'ailleurs, le PARENA estime que par ces attaques contre le Président Konaré, Choguel Maïga apporte une preuve supplémentaire qu'il y a bel et bien deux camps dans ce pays : **«le camp du 19 novembre, du général Moussa Traoré, le camp de Taoudénit et des bagnes du Nord où de nombreux détenus ont péri, déshumanisés, celui de l'UDPM et de leurs associés politiques de toutes sortes, et le camp de Modibo Keïta, celui de la résistance multiforme à l'autocratie, le camp du 26 mars, de ses idéaux et de son bilan»**. Il se demande également pourquoi le Premier ministre actuel s'acharne-t-il à s'attaquer au premier président démocratiquement élu du Mali. Se sentirait-il **«saoulé»** par le soutien des colonels ? Car, au regard du vaste chantier de la refondation du Mali, les diatribes n'ont pas leur place dans les discours.

N'est-ce pas le même Choguel Kokalla Maïga qui demandait à ses ministres lors du conseil de cabinet de ce mercredi 5 juillet 2023 de **«convaincre et non vaincre ceux qui, pour une raison ou une autre, ne sont pas d'accord avec nous sur certains sujets»** ?

■ Moctar Sow

[www.malikile.com](http://www.malikile.com)

## ■ Wassa TV



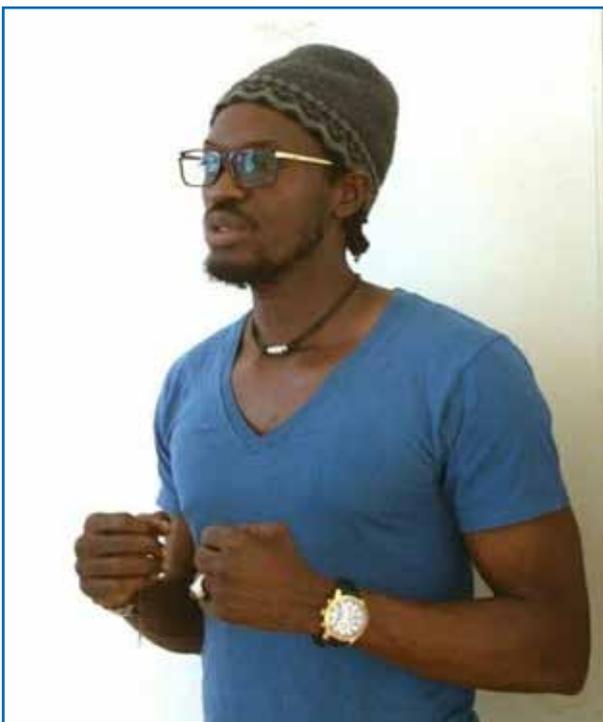
#Gouv\_Choguel\_II : Un geste qui dépasse tout commentaire. Le Président de la Transition, le Col. Assimi GOÏTA a reçu en audience ce jeudi 06 juillet l'ensemble des Ministres sortants du Gouvernement.



## ■ Moussa Mara



J'ai rendu une visite à mon ami Mohamed Youssef Bathily dit Ras Bath ce jeudi 6 juillet 2023 à la Maison Centrale d'Arrêt de Bamako où il est en détention provisoire depuis quelques mois. Pendant les plus de 23 ans que je le connais, Ras Bath a toujours fait preuve de résilience devant l'adversité et je n'ai pas de doute qu'il sortira grandi de cette nouvelle épreuve. Avec toi mon frère et ami !!!



## ■ Moussa Mara Yelema



L'excellence dans la vie se construit dès l'école, notamment dans les petites classes. C'est pourquoi depuis plusieurs années je soutiens les meilleurs élèves du groupe scolaire public Marie DIARRA de Hamadallaye. Nous leur donnons des attestations et les suivons dans leur évolution. Chacun doit faire son maximum pour inciter nos enfants à performer à l'école.



## ■ Issa Kaba



Un spectacle de haute facture je te jure, félicitations à la commission d'organisation.

Gros travail de STUDIO TAMANI à la biennale artistique et culturelle.

## ■ Amidou Traore



Amidou Traore est avec Samprin Bob. Félicitations à koro Samprin BOB KOUMARE pour sa nomination en qualité d'inspecteur régional de droit.

## ■ Débat Politique de Diany.ml FM avec Kassim Traore



Les membres de la famille MBODGE, ont la profonde douleur de vous faire part de la perte douloureuse qu'ils viennent d'éprouver en la personne de leur père DJIBRIL MBODGE. La levée du corps aura lieu chez lui même à 16 h. Aux 300 logements près du jardin d'enfants les ANGELOTS.



■ La Nouvelle Tribune Info Plus



Les 5 plus grosses fortunes de France continuent de prospérer et d'afficher des chiffres record, selon le classement du magazine Challenges publié cette année.



■ Kemi Seba Officiel



Dirty Mack va nous jouer lors des prochaines élections, la méthode Kabila... Frères et sœurs du Pastef, vous êtes prévenus. Macky va monter un front anti-Sonko en passant des alliances secrètes avec de nombreux autres membres de l'opposition. Objectif pour lui, que la transition se déroule sans que son successeur ne déclenche de poursuites judiciaires contre lui. L'opposition ne tenait auparavant que parce que ses membres étaient tous alliés contre un

3eme mandat de Macky. Maintenant que ce dernier a dit qu'il ne se représentera pas, les alliés opposants d'hier vont se transformer en féroce concurrents aujourd'hui.



■ Mali Actu



Le complexe aurifère Loulo-Gouinkoto, opéré par la société canadienne Barrick Gold, est la principale mine d'or au Mali.



Après une intense compétition durant la phase de poules de la Coupe d'Afrique des Nations des moins de 23 ans, la Confédération africaine de football (Caf) a dévoilé la composition officielle de l'équipe-type de ce premier tour.

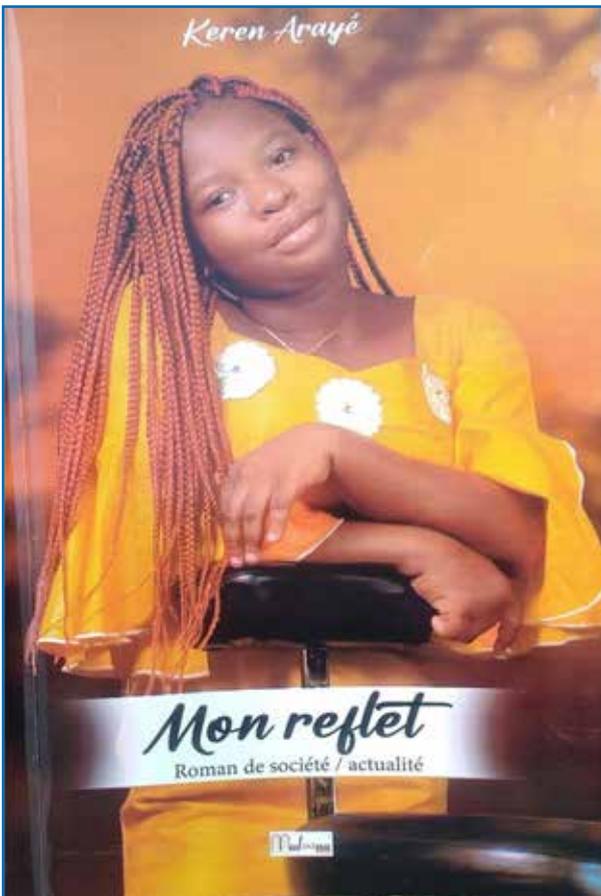


## ■ Bacary Camara



Vu chez les autres..

Cette talentueuse écrivaine Béninoise du nom de Kéren Arayé( elle pose ici en photo sur la couverture de son premier roman) a aussi lu «L'épopée mandingue» de Djibril N'Tamsir Niane et en a tiré une fabuleuse fiche de lecture. Un vrai régal pour tous les «puristes» de la langue de Molière. Être citoyenne du monde, c'est aussi aimer l'histoire, la culture, l'art, la cuisine des autres. C'est en tout cas, la belle leçon que cette «surdouée» des belles lettres veut bien transmettre à sa génération et à tous les enfants d'Afrique. B.CAMARA, Journaliste..



## ■ LavoixdAfrique



GUINÉE : Safitaou Diallo a été adoptée par le président de la transition guinéenne Mamady Doumbouya après l'incendie qui a coûté la vie à ses deux parents. Elle s'adapte à son nouvel environnement et à sa nouvelle famille.



## ■ Souleymane Ag Anara



Voilà la spécialité de l'armée malienne bombardier les pauvres innocents nomades. Bilan 6 morts (3 hommes, 3 femmes) une fillette gravement blessée hier dans la zone de Kita.

Abonnez vous à votre journal numérique

# Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com

Site : [www.malikile.com](http://www.malikile.com)



**COSCLCCP**

Faladiè Sema Rue 844 Porte: 355 BPE: 805 Bamako Mali.

Email: [cosclccp@gmail.com](mailto:cosclccp@gmail.com) Tél: 20201830

### **AVIS DE RECRUTEMENT :**

La Coalition des Organisations de la Société Civile pour la Lutte contre la Corruption et la Pauvreté (COSCLCCP), dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Mobilisation de la Société Civile Malienne pour les Dénonciations de la Corruption (PAMOSCD) dans les 19 régions du Mali et le District de Bamako sur financement du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), recrute :

- **1 Coordinateur :**
- **Profil des candidats :** Être titulaire d'au moins d'une maîtrise en droit, science politique, économie, gestion, statistiques, sociologie, anthropologie et toutes autres disciplines similaires
- **3 Experts chargés de la vérification/qualification des cas de corruption**
- **Profil des candidats :** Être titulaire d'au moins une maîtrise en droit, science politique, économie, gestion, statistiques, sociologie, anthropologie et toutes autres disciplines similaires
- **Tâches des experts**
  - Apporter un appui technique aux points focaux de la coalition
  - Recevoir des cas de corruption dénoncés
  - Vérifier et qualifier les cas de corruption
  - Alimenter la plateforme de lutte contre la corruption avec des cas qualifiés de corruption
  - Participer au suivi du traitement des cas qualifiés de corruption
  - Elaborer et présenter un rapport d'activité selon la fréquence d'analyse et qualification des cas de corruption.

#### **Les experts et le Coordinateur doivent répondre aux critères suivants :**

- Disposer d'une bonne connaissance du cadre juridique et institutionnel de la prévention et lutte contre la corruption au Mali
- Disposer d'une bonne expérience en matière de dénonciation des cas de corruption
- Disposer d'une bonne connaissance sur la vérification/qualification des cas de corruption
- Disposer de trois (3) ans d'expériences dans le domaine de la prévention et de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite
- Être titulaire d'au moins une maîtrise en droit, science politique, économie, gestion, statistiques, sociologie, anthropologie et toutes autres disciplines similaires
- Disponibilité à travailler sous pression.

- **Et 1 comptable**

**Profil des candidats :** Diplôme universitaire minimum Bac+4 dans un domaine relevant du secteur concerné (**comptabilité, économie, etc.**). La connaissance des logiciels comptables TomPro, SAARI, etc est obligatoire avec au moins 3 ans d'expériences professionnelles.

Les contrats sont à durée déterminée sur 1 an avec 3 mois d'essai et le lieu d'affectation est dans le District de Bamako. A la discrétion du Partenaire Technique et financier, le contrat pourra être renouvelé.

**Le dossier de candidature comprend :**

- Un curriculum vitae détaillé faisant ressortir les expériences professionnelles pertinentes en lien avec le poste incluant les noms et contacts de deux (02) personnes de référence (4 pages maximum)
- Les diplômes, certificats et attestations justifiant des compétences et expériences requises ;
- Une lettre de motivation.

Les candidatures féminines sont encouragées.

Les dossiers de candidature doivent parvenir au plus tard, le vendredi 07 Juillet 2023 à 12 heures au siège de la COSCLCCP, S/C ONG AFAD à Bamako : **Faladié Séma Rue 844 Porte 355 En face de la Grande Mosquée près de la Tour de l'Afrique.**

Tél : 20 20 18 30. Email : [cosclccp@gmail.com](mailto:cosclccp@gmail.com)

Bamako, le 30 Juin 2023

**Le Vice-Président**

**Ahmed Sékou DIALLO**



## Mohamed El Maouloud Ramadane sur le retrait de la Minusma : « L'accord est plus que jamais menacé »



Dans une interview postée sur les réseaux sociaux, Mohamed El Maouloud Ramadane, porte-parole du cadre stratégique permanent pour la paix, la sécurité et le développement (CSP-PSD) se prononce sur le départ de la Minusma. Il a affirmé que le cadre n'avait pas été concerté par rapport à la demande du retrait de de la mission onusienne de notre pays.

**A**u cours de cet entretien, Mohamed El Maouloud Ramadane a dévoilé qu'il y avait une rupture entre le Cadre stratégique permanent pour la paix, la sécurité et le développement et le gouvernement depuis plus de six mois. Le point de discorde : la mise en œuvre de l'accord en lien avec l'élaboration de la nouvelle constitution qui a été soumis au référendum le 18 juin dernier. Il a indiqué que jusque-là, il n'y avait pas de contact entre les parties signataires ni un minimum réunion pour discuter de quoi que ce soit pour se concerter.

« Ainsi l'État ne nous a pas concertés par rapport à la demande de retrait de la MINUSMA », a affirmé le porte-parole du CSP-PSD. Il aurait souhaité que le gouvernement travaille davantage à l'alternative de la MINUSMA avant de demander son retrait. « On ne peut se lever un beau matin et demander le retrait d'une mission multidimensionnelle », a critiqué le porte-parole du groupement des groupes armés.

Tout en rappelant qu'en raison de l'absence persistante de volonté politique des autorités de transition à appliquer l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger signé depuis 2015, les mouvements signataires de l'Accord avaient informé l'opinion de la suspension de leur participation au sein des mécanismes de suivi et de mise en œuvre de l'APR jusqu'à la tenue d'une réunion avec la Médiation Internationale en terrain neutre, afin de statuer sur l'avenir dudit Accord. Et cela depuis décembre 2022, à travers un communiqué, a-t-il rappelé. Face à ce blocage qui vient d'être compliqué davantage avec le retrait annoncé de la MINUSMA, El Maouloud Ramadane a soutenu qu'il faudrait

## Mali : La mission de l'ONU "regrette" les propos d'un officier sénégalais contre l'armée



La mission de l'ONU au Mali (Minusma) a regretté mercredi les propos d'un officier sénégalais dans lesquels il accuse les militaires maliens d'entraver le travail de la mission, diffusés dans une vidéo devenue virale sur les réseaux sociaux.

« La Minusma regrette les propos tenus par un officier basé à Sévaré et se dissocie de sa déclaration qui ne reflète en rien la position de la Minusma », a-t-elle écrit sur Twitter. Vendredi, le Conseil de sécurité de l'ONU a mis un terme à la mission de maintien de la paix des Casques bleus, un retrait réclamé par Bamako qui se déroulera sur six mois jusqu'à la fin de l'année 2023. "Nous n'allons pas accepter d'être malmenés (...) Nous n'avons rien contre nos frères maliens mais ils commencent à nous créer des difficultés", dit en langue wolof l'officier, s'adressant visiblement à d'autres Casques bleus sénégalais. "Les Sénégalais ne manquent pas de caractère et les Maliens ne sont pas plus courageux que nous. Ils peuvent refuser qu'on parte en mission mais nous n'allons pas accepter d'être leurs jouets", ajoute-t-il sur cette vidéo qui a été partagée massivement sur Facebook et WhatsApp depuis mardi. L'AFP n'était pas en mesure de dire quand cette vidéo a été tournée. L'ONU a régulièrement dénoncé les entraves aux déplacements des Casques bleus. La mission a aussi dû faire face aux défections de pays contributeurs de troupes refroidis par la multiplication des attaques contre la mission, dont 174 Casques bleus ont été tués depuis 2013. La mission, qui compte une dizaine de bases réparties sur le territoire, avait été créée en 2013 pour aider à stabiliser un Etat menacé d'effondrement sous la poussée jihadiste, protéger les civils, contribuer à l'effort de paix et défendre les droits humains

AFP

craindre le pire, car la situation à laquelle le Mali est confronté ne lui permet pas de vivre dans l'impasse du blocage du processus de paix. Même si la médiation avait joué un rôle pour ramener les uns et les autres à la table de dialogue qui est d'ailleurs resté sans résultat, selon lui, l'Accord est plus que jamais menacé sur tous les plans.

Le porte-parole a affirmé que la confiance entre le gouvernement et le CSP-PSD était quasi inexistante et que si rien n'était fait, on n'en parlerait plus dans un bref délai.

PAR AMINA SISSOKO / Source : Info Matin

## BRICS : Du nouveau sur l'intégration d'autres pays



L'élaboration de ce document a été un processus délibéré et impliqué un certain nombre d'acteurs clés du groupe. Au cours du mois dernier, une ébauche du document a été présentée lors d'une réunion des ministres des affaires étrangères à Cape Town.

Le groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) se prépare à franchir une nouvelle étape avec la perspective d'intégrer de nouveaux membres. Un document détaillant les conditions d'élargissement a été élaboré et est en cours de finalisation, selon Anil Sooklal, ambassadeur itinérant des BRICS pour l'Afrique du Sud selon Sputnik. Ce document sera soumis aux ministres des Affaires étrangères du groupe pour examen lors d'une réunion prévue pour le 20 juillet. Le groupe a toujours été ouvert à l'idée d'un élargissement, et la finalisation de ce document marque une avancée significative dans ce sens. L'élaboration de ce document a été un processus délibéré et impliqué un certain nombre d'acteurs clés du groupe. Au cours du mois dernier, une ébauche du document a été présentée lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères à Cape Town. Après examen, ils ont demandé la finalisation du document, qui est actuellement en cours de révision à Durban lors d'une réunion d'urgence des sherpas et sous-sherpas du groupe des BRICS. Le document mis à jour sera présenté pour approbation lors de la réunion du 20 juillet, avant d'être soumis au prochain sommet des BRICS à Johannesburg en août.

BRICS: pourquoi ce pays africain veut rejoindre le groupe Le 14 juin, l'ambassadeur de Russie au Caire a annoncé officiellement que l'Égypte avait formulé une demande pour adhérer aux BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine...

L'éventualité d'une expansion des BRICS a suscité un intérêt considérable à l'échelle mondiale, avec environ une trentaine de pays exprimant leur volonté de participer aux travaux du groupe. Des États africains comme l'Algérie ou l'Éthiopie ont déjà officiellement demandé à adhérer au groupe mais selon la presse indienne, l'Argentine, l'Égypte, l'Indonésie, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite pourraient être les premiers à rejoindre l'Alliance.

La présidence sud-africaine a confirmé que des discussions sont en cours concernant une possible alternative au dollar américain, non seulement au sein des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), mais aussi dans d'autres organisations internationales. Cette annonce survient en marge d'un sommet tenu à Paris, où les présidents

## « Pirogue du ZEME » : Qu'est-ce qui est arrivé aux 3 membres de l'équipage enlevés le 11 juin dernier

Le 11 juin 2023, dans le village de Tawana, situé à 15 km de Mopti au bord du fleuve Niger, des éléments armés ont attaqué l'embarcation du projet culturel la « pirogue du ZEME ». Après avoir mis le feu à l'embarcation, les présumés terroristes ont enlevé les trois membres de l'équipage toujours portés disparus. Plus d'un mois après cet incident, les familles des piroguiers sont sans nouvelle de leurs membres.

Préoccupés par le sort réservé à ces trois chefs de famille, les responsables du Projet culturel « Pirogue du Zémé » ont décidé de rompre le silence à la faveur d'une conférence de presse qu'ils ont organisée ce mardi 4 juillet 2023 dans les locaux de Yamarou Photo, à Sotuba Bougouba.

Cette conférence de presse était animée par la présidente de la Fédération Founou Founou, Assitan TANGARA ; qui avait à ses côtés, Yacouba MAGASSOUBA ; Seydou CAMARA, Yamarou Photo ; ainsi que Cheick DIALLO, délégué général de la biennale de la photo de Bamako ; en présence d'une foule d'artistes. Au cours de cette rencontre avec les hommes de média, ils ont invité les autorités sécuritaires de la région à tout mettre en œuvre pour retrouver les personnes disparues.

« Aujourd'hui nous sommes sans nouvelles des trois personnes de l'équipage, et cela depuis le 11 juin. Avec espoir et inquiétude, nous avons informé les autorités politiques et sécuritaires de la disparition de nos 3 piroguiers. Notre souhait est de retrouver nos 3 collaborateurs et toute aide pour retrouver ces 3 personnes est la bienvenue », a lancé Assitan TANGARA.

La « Pirogue du ZEME », selon ses responsables, est une Plateforme artistique flottante à la rencontre des populations du Mali. Cette pirogue de 20m sur 6m est le résultat d'un imaginaire avec des plateformes de danse, des salles et des bars capable de naviguer le long du fleuve Niger de Bamako à Gao et au-delà. Un lieu de création commun pour un Mali plus beau et uni.

Soutenu par l'Union européenne, le projet « Pirogue du ZEME » est mis en œuvre par Don Sen Folo Lab, la Fédération Founou Founou. L'objectif étant de participer aux défis de gouvernance et de développement par la création et la diffusion d'œuvres contemporaines et la médiation culturelle.

Par Abdoulaye OUATTARA / Source : Info Matin

sud-africain et brésilien ont abordé la question d'une monnaie commune. L'objectif n'est pas de contrer le dollar, mais de trouver une solution pour soulager les économies des pays en développement. La question de l'élargissement des BRICS et celle de la dédollarisation seront à l'ordre du jour du prochain sommet du groupe prévu à Johannesburg en août. Les pays du bloc BRICS cherchent des alternatives au dollar pour leurs transactions internationales, dans le but de réduire leur dépendance et de se protéger contre les sanctions américaines.

Source : lanouvelletribune

## L'OCLEI à la HAC : Les deux structures s'unissent contre la corruption

Moumouni Guindo, à la tête d'une délégation de l'OCLEI, a rencontré le Président de la Haute Autorité de la Communication, Gaoussou Coulibaly, pour un échange de haut niveau sur la collaboration des deux structures dans le cadre de la prévention de la corruption et l'enrichissement illicite au Mali. C'était le mercredi 05 juillet 2023 à la HAC.

Pour la circonstance, les premiers responsables des deux structures étaient entourés de leurs collaborateurs de haut rang. L'occasion était

bonne pour les deux délégations d'apprendre à faire plus connaissance sur leur structure respective, dans ses attributions, attributions et fonctionnement.

Les échanges ont particulièrement porté sur la synergie d'actions à développer par l'OCLEI et la HAC pour une meilleure contribution des médias dans la prévention de la corruption et l'enrichissement illicite au Mali. Des pistes de solutions ont été dégagées dans ce sens.

Rappelons que cette visite de courtoisie à l'initiative de l'OCLEI, s'inscrit dans le cadre d'une prise de contact aux fins de collaboration dans la durée.

OCLEI



**malikile.com**  
LE QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉ ET DE PUBLICITÉ

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! "

74<sup>ème</sup> Malikilé

MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

# Barton Hall

Un séjour linguistique en résidence tout en s'amusant avec des activités sportives et FUN au programme !

## REGION D'ACCUEIL:

Le séjour aura lieu à Barton Hall près de la ville de Torquay, dans le Devon, comté du sud-ouest de l'Angleterre, encadré par les Cornouailles à l'ouest et le Dorset à l'est, surnommé la « Riviera » anglaise avec son climat privilégié et doux.

## CENTRE & HEBERGEMENT:

Le centre offre un espace extérieur de 19 hectares de parc comprenant une zone d'activité couverte, une piscine extérieure chauffée et un lac. Il est doté d'installations intérieures et extérieures avec de grands espaces en plein air offrant un exceptionnel panel d'aventure et d'activités notamment pour les sports nautiques et aquatiques.

Les jeunes sont logés en chambres de 4 à 8 lits. Toutes les chambres disposent d'une douche et toilettes privatisés. Les petits déjeuners anglais et continentaux, et deux repas chauds par jour, sont pris dans le restaurant self-service du centre.

## COURS ET ATELIERS:

### 24 heures de cours d'anglais

Accent sur la communication pour aider les jeunes à maîtriser en anglais des situations réelles. Les cours sont dispensés par des professeurs anglophones qualifiés. Un test en début de séjour permet d'évaluer les connaissances des jeunes et de les répartir en groupes de niveau.

### ANGLAIS & MULTI-ACTIVITÉS

**Cours de langue:** maximum 15 élèves par classe

**Activités:** grand choix parmi la liste ci-dessous

## LOISIRS:

- Des demi-journées d'activités sportives et culturelles
- Des soirées animées.

Activités possibles sélectionnées parmi la liste ci-dessous:

Descente en rappel – Aeroball – Aquafun – Tir à l'arc – Canoë – Parcours du Combattant – Escalade – Promenade en bord de mer – Sentiers naturels et maritimes – Escrime – Balançoire géante – Accrobranche – Echelle de Jacob – VTT – Course d'orientation – Résolution d'énigmes en équipe – Construction de Radeaux – Exercices de Survie en nature – Trapèze – Vertical challenge – Tyrolienne

Tous les soirs nos équipes proposent un programme de divertissements composé de jeux, quiz et activités de détente ou divertissantes encourageant les jeunes à faire preuve de créativité. Les veillées seront choisies et adaptées aux besoins de chaque groupe de jeunes.

**2 excursions d'une journée + 2 excursions d'une demi-journée.**

Excursions possibles: Dartmouth – Torquay – le parc national de Dartmoor – etc.

## ENCADREMENT:

Conforme aux normes Jeunesse et Sports. Equipe d'animation française et britanniques et notre Directeur de centre.

**VOYAGE:** Le client organise le voyage en avion au centre

Ayant beaucoup de demandes pour ce séjour, notre centre se remplit très rapidement, nous pouvons être amenés à utiliser un autre centre offrant des prestations similaires.

Les activités proposées ne sont pas contractuelles. Elles sont indiquées à titre d'exemple selon les disponibilités sur place. Toute activité ne pouvant avoir lieu serait remplacée par une activité équivalente.



**Dates**  
Séjours 2023  
Du 1<sup>er</sup> au 14 Août  
ou  
Du 14 au 27 Août

**Tarifs:**  
**2 000 000 FCFA**  
Frais d'Inscription :  
**300 000 FCFA**

**Séjour**  
**Exceptionnel**  
**à Dakar pour**  
**les formalités**  
**de visas en**  
**Juillet 2023**

MADE IN  
**BRITAIN**





## Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

# Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

**L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.**

**Article 4:** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;

- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
- d'émettre un avis sur la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites;

**Article 6:** Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

**Article 7:** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

# Ouverture désordonnée de centres de santé privés : Fermeture d'au moins 8 cabinets médicaux à Bamako



Le ministère de la santé souhaite réguler le secteur de la santé, critiqué par la population en termes de qualité des soins. Une opération a été lancée contre les cabinets de santé privés ne respectant pas les règles en vigueur. L'ordre des infirmiers a salué cette initiative et soutient sa légitimité.

Au moins huit (8) établissements de santé privés ont été fermés dans le district de Bamako, plus précisément dans la commune I. Dans une correspondance adressée à l'ordre des infirmiers le 26 juin dernier, l'inspection de la santé précise que «ces cabinets médicaux ne répondent pas aux normes et aux exigences en vigueur».

Le document indique qu'une mission de vérification s'est rendue en mai dernier dans ces établissements de santé privés de la commune I. L'enquête a révélé que ces cabinets médicaux n'avaient pas de licence d'exercice. Un procès-verbal a donc été notifié aux promoteurs par l'Inspection de la santé.

Ainsi, le lundi 26 juin dernier, sept (7) cabinets médicaux ont été entièrement fermés et un autre cabinet a été partiellement fermé.

Selon cette structure, cette démarche de conformité aux règlements a été précédée par la fermeture de certains cabinets d'accouchement tenus par des sage-femmes et de cliniques médicales à Bamako.

Cependant, les promoteurs de ces cabinets médicaux n'ont pas souhaité commenter cette fermeture.

## Désolidarisation de l'ordre des infirmiers

De son côté, l'Ordre des Infirmiers affirme n'avoir pas été contacté par ces promoteurs avant la création et l'ouverture de leurs cabinets médicaux.

Il est interdit à un professionnel de la santé d'exercer en privé sans autorisation. C'est ce que soutient le Président de l'Ordre des infirmiers du Mali. Boubacar Diabaté affirme que tout médecin, infirmier ou autre agent de santé devrait d'abord s'inscrire à l'ordre de sa profession. Il explique les procédures de création et d'ouverture d'un cabinet médical au Mali. Dans ce pays, la création de cabinets de santé privés est soumise à un certain nombre d'exigences.

Selon Boubacar Diabaté, Président de l'Ordre des infirmiers, le document d'autorisation d'ouverture s'appelle «l'agrément d'exercice privé de la profession». D'après ses explications, on peut comprendre qu'un infirmier peut demander, auprès du conseil de l'ordre des infirmiers, l'agrément pour exercer sa profession en privé. C'est à ce moment-là que le président de l'ordre prend une décision et écrit au ministre de la santé pour l'informer que telle personne a fourni tous les documents nécessaires pour exercer en privé. «C'est à ce moment-là que le ministre prendra la décision de délivrer l'agrément d'exercice privé. « Maintenant, si vous souhaitez ouvrir un cabinet, vous devez préparer les documents nécessaires avec l'approbation des différentes parties impliquées. Souvent, le ministre publiera une liste des parties impliquées afin que vous puissiez procéder à l'ouverture. Lors d'une visite de routine, vous pourrez présenter les documents correctement remplis. À ce moment-là, il n'y aura aucun problème, et vous exercerez légalement », a-t-il expliqué.

■ Binadjon Doumbia

# Amadou Sy Savané à l'académie d'enseignement rive droite de Bamako : Première visite, première satisfaction !



**J**uste quelques jours après sa nomination à la tête du département de l'Éducation Nationale, Dr Amadou Sy Savané a consacré sa première visite de terrain à l'académie d'enseignement de Bamako rive droite. Cette visite avait une double signification. Premièrement : Prendre contact avec le personnel de l'académie. Secundo : S'enquérir de l'état d'avancement des travaux de secrétariat des différents examens.

C'est sous un temps clément que le nouveau ministre de l'Éducation Nationale, Dr Amadou Sy Savané a été accueilli par le secrétaire général du département, Kinane Ag Gadega, le chef de cabinet, Oumar Traoré, la Directrice de l'académie d'enseignement de Bamako rive droite Mme Koné Dédéou Mahamane Traoré, l'ensemble du personnel de l'académie et les DCAP relevant de la circonscription de la rive droite. Très émoustillé par cet accueil chaleureux digne de son rang,

le ministre Amadou Sy Savané n'a pas caché sa satisfaction. Il a remercié le personnel de l'académie qui abat un travail titanesque pour donner un nouveau souffle à l'éducation de notre pays. Après ce bain de foule, le ministre et sa délégation se sont rendus à l'école supérieure de technologie et de management (ETSM) qui abrite les travaux de secrétariat des examens. Sur place, la Directrice de l'académie d'enseignement de Bamako rive droite, Mme Koné Dédéou Mahamane Traoré a indiqué que pour une meilleure articulation de cette activité de l'anonymat des copies du BT1 et 2 et du CAP, 7 ateliers ont été formés. Elle a affirmé sans ambages que les agents qui ont bénéficié de la confiance pour cette étape sont engagés, dévoués, déterminés et surtout discrets. Le tout nouveau ministre de l'Éducation Nationale a rappelé aux agents retenus pour cette phase cruciale que leur professionnalisme permettra de donner du crédit aux résultats qui seront proclamés à

la fin du processus. Le constat était indéniablement satisfaisant. Et le sourire subtile du ministre de l'Éducation Nationale corroborait cet état de fait. Il a enfin souligné que le Chef de l'État, le Colonel Assimi Goïta est très regardant sur tout le processus des examens de fin d'année dans notre pays. Le ministre de l'éducation nationale a mis à profit cette visite pour encourager le personnel à maintenir le même élan de dynamisme au service de l'école malienne. Le ministre Amadou Sy Savané et sa délégation ont fait le même constat au lycée Askia Mohamed qui abrite le pool de secrétariat de l'académie d'enseignement de Bamako rive gauche. Il a invité les agents à rester vigilants afin de mener à bien cette activité qui est d'une importance capitale.

■ Ibrahim Sanogo

# Entrepreneuriat, emploi et formation professionnelle : Visite de la nouvelle ministre de tutelle à l'APEJ



La nouvelle Ministre de l'entrepreneuriat national, de l'emploi et de la formation professionnelle, Mme Bakayoko Aminata Traoré a effectué ce jeudi 06 juin 2023 une visite de prise de contact à l'Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes.

Au cours de cette visite, la ministre qui cumulera également les charges de Présidente du conseil d'administration de l'APEJ, a eu un bref entretien avec les deux premiers responsables de la structure avant une séance d'échanges avec les cadres de direction autour des priorités de l'heure et des orientations pour les réaliser.

Dans son intervention, Mme Bagayoko a rappelé les trois principes cardinaux de gouvernance que sont : le respect de la souveraineté du Mali, le respect des choix stratégiques et des choix de partenaires opérés par le Mali puis la prise compte des intérêts vitaux des populations dans les décisions prises. Dans la mise en œuvre de ce troisième axe, la ministre a invité les dirigeants de l'APEJ à redoubler d'efforts pour améliorer le taux de réalisation pour toucher davantage de

jeunes, densifier l'écosystème de l'entrepreneuriat par le financement de nouveaux projets, le renforcement du partenariat avec le secteur privé y compris pour la mobilisation des ressources. Elle s'est engagée à s'impliquer pour doter la structure de moyens adéquats afin de lui permettre de réaliser sa mission combien important dans un pays comme Mali avec le contexte de crises qui est susceptible d'alimenter chez la couche active constituée essentiellement de jeunes des activités illicites et néfastes pour la société et l'économie.

Dans sa présentation en sept points, le Directeur Général de l'APEJ a abordé successivement : la création, la mission et la population cible, les organes, le programme emploi jeune (phases 1 et 2), les autres programmes exécutés par l'APEJ, les réalisations, les contraintes et les perspectives.

A la fin de la visite, des prières ont été dites pour la paix et le bonheur au Mali.

Organe d'exécution du Programme Emploi-Jeunes (PEJ), l'APEJ a pour missions

de concourir à la création d'emplois pour les jeunes en milieu rural et urbain, diplômés ou non, notamment en facilitant l'accès au marché du travail et au crédit. Le groupe cible de l'APEJ est constitué de jeunes (hommes et femmes) âgés de 15 à 40 ans y compris ceux de la diaspora. L'objectif de développement de l'APEJ est de contribuer au développement économique et social du pays à travers la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi et de la politique nationale de la formation professionnelle en offrant aux jeunes maliens âgés de 15 à 40 ans des opportunités d'emploi dans les différents secteurs d'activités économiques à travers l'emploi salarié ou l'auto-emploi.

Sur la période 2004-2022, les interventions de l'APEJ ont touché directement 212 456 jeunes dans trois composantes : le renforcement de l'employabilité des jeunes, le développement de l'esprit d'entreprise et le financement de projets.

CICOM APEJ



Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120  
80001122



+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**

# Union africaine professionnelle- ZLECAF : Me Mamadou Ismaïla Konaté élu président

C'est le 25 mai dernier, il y a donc seulement un peu plus d'un mois, que les membres de l'Assemblée Générale de l'Union Africaine Professionnelle- ZLECAF se sont réunis (en ligne et via zoom) pour élire les premiers membres de son Bureau exécutif. Au terme d'un scrutin ouvert et libre, notre compatriote, l'avocat de renom Me Mamadou Ismaïla Konaté, ancien Garde des Sceaux, ministre de la justice du Mali, a été porté à la tête du tout nouveau Bureau exécutif.



**M**e Konaté est assisté par Dr. Beauclair NJOYA NKAMGA de nationalité camerounaise, consultant-expert en Douane, Change, Investissement et ZLECAF, élu au poste de Secrétaire permanent de l'organisation. Ce n'est pas tout. Cinq vice-présidents répartis dans cinq CER de la ZLECAF ont été également élus. Ces derniers sont issus des organisations comme l'UMA, l'ICC Commission on Arbitration and ADR, Qualified Lawyer in France and Egypt and Registered Foreign Lawyer in England and Wales, Co-founder and Head of Arbitration and Litigation of Juntion and Cairo ; et de la CEDEAO, de la CEEAC, de la SADC et de l'EAC. S'y ajoutent cinq Conseillers-Chargés de missions spécifiques. Toutes les personnalités portées aux commandes de l'Union

Africaine Professionnelle- ZLECAF sont des professionnels de haut niveau reconnues pour leurs compétences dans des domaines variés. Parmi eux se trouve un autre compatriote, Modibo Mao Makalou, ancien conseiller à la présidence de la République. Leurs profils indiquent que les professionnels africains sont bien entrés dans l'arène de la Zone de Libre-Echange continentale africaine (ZLECAF) et c'est tant mieux pour les acteurs et les usagers qui trouveront en eux des experts valant sentinelles particulièrement vigilantes veillant sur leurs intérêts.

L'Union Africaine Professionnelle – ZLECAF a en effet pour mission d'œuvrer à la réalisation des objectifs généraux et plus spécifiques de la ZLECAF tels énoncés aux articles

3 et 4 de l'Accord portant création de la ZLECAF et, notamment, celui de la création d'un marché unique pour les marchandises et les services facilités par la circulation des personnes, afin d'approfondir l'intégration économique du continent africain conformément à la vision panafricaine d'une « Afrique intégrée, prospère et pacifique » telle qu'énoncée dans l'Agenda 2063 ; d'assurer la promotion et le développement de la ZLECAF sur tout le continent et même en dehors du continent ; de créer le cadre de participation de l'ensemble des professionnels concernés par la ZLECAF membres ou non de l'Association ; d'apporter un appui institutionnel aux instances, organes et structures de la ZLECAF, de l'Union Africaine et des Etats parties de la ZLECAF sur tout sujet ou projet en rapport avec la ZLECAF ; la promotion et la défense des objectifs, des principes et valeurs de la ZLECAF et le développement professionnel et l'échange international d'informations et d'idées sur la ZLECAF, la défense de l'indépendance et la liberté des professionnels et experts intervenants dans les champs d'actions de l'Accord et des instruments juridiques de la ZLECAF dans le monde et, de renforcer l'amitié, la collégialité, le professionnalisme et le réseautage entre ses membres.

Le siège social de l'UAP-ZLECAF est situé à Port-Louis en Île Maurice. Les langues parlées sont l'Anglais, l'Arabe, l'Espagnol, le Français, le Portugais et le Swahili.

Malick Tandjigora  
Source : Le National

# Mali : Le retrait de l'inadéquate Minusma

Le peuple malien n'a pas été consulté en 2013 à propos de la résolution 2100 du conseil de sécurité de l'organisation des nations unies (ONU) en vue de résoudre la crise malienne. Nous faisons partie de ceux qui ont farouchement lutté contre cette résolution. Nous ne voulions pas de la présence d'une mission onusienne au Mali parce que nous savons qu'elle est synonyme de destruction du tissu social d'une nation.



**M**ais encore, dans tous les conflits qui ont éclaté en Afrique, l'ONU n'a véritablement mis fin à aucun d'entre eux ou même empêcher la reprise des conflits ; et cela tout simplement parce qu'elle n'a jamais pu agir effectivement sur le cours des événements. Le combat dans cette arène était dominé par la brave et infatigable Aminata Dramane Traore. Malheureusement, nos voix comme celles de plus de vingt millions de maliens ont été ignorées par les autorités d'alors. Il nous semble que l'histoire s'est répétée avec la demande de retrait de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Bien qu'il revienne à nos autorités actuelles d'étudier de manière exhaustive tous les aspects de la présence et des opérations de la force onusienne de maintien

de la paix et de prendre les décisions appropriées en ce qui concerne le renouvellement de son Mandat au Mali, il aurait été sage, raisonnable et conforme à nos valeurs de concerter avec le peuple malien et surtout les communautés au nord et au centre qui ont été les plus touchées par la présence et les actions de la MINUSMA avant de prendre cette importante décision affectant leur vie et celle de la nation. Aucun engagement politique n'est durable sans que soient écoutés ceux que personne n'entende. Cela nous permet de mieux comprendre, de mesurer les difficultés et les aspirations de chacun. C'est après ces concertations et conversations que doit normalement venir le moment des choix.

Jusqu'à ces jours-ci nos différents gouvernements avaient accepté le renouvellement

du mandat de la MINUSMA malgré son inefficacité dénoncée partout parce que souffrant d'une absence de cadre stratégique de résolution de conflits. Comme beaucoup d'experts l'ont constaté, les opérations s'enlisaient et perdaient leur sens. Incapable de régler le conflit ou de maintenir la paix, la MINUSMA se contentait désormais de les accompagner dans la durée.

Il y a longtemps que l'on dénonce la quasi inutilité de la MINUSMA dont les missions ne sont pas adaptées à cette guerre asymétrique que seuls les Maliens peuvent gagner quels que soient les moyens alloués à cette force internationale. La première bataille étant celle des cœurs à gagner. En effet, la MINUSMA a été dotée de ressources importantes et d'un mandat extraordinairement

ambitieux. Cependant, la mission se trouvait à la croisée des chemins. L'évaluation des options dont disposait la mission pour accroître son efficacité a été ignorée. C'était évidemment une affaire de très longue haleine qui nécessitait bien sûr la poursuite de l'effort international mieux adapté et celui prioritaire de tous les Maliens. Il se pouvait qu'elle réussisse sa mission avec le temps et un alignement entre les ressources de la mission et son mandat, mais c'est un temps précieux dont le Mali ne dispose pas.

Pour notre propre gouverne, nous devons évaluer les résultats obtenus par la MINUSMA et mettre en lumière les obstacles à sa réussite. Il est aussi nécessaire de changer la culture politique destructive au Mali. Il nous faut une équipe dirigeante capable non seulement de construire un appareil d'État moderne, mais aussi d'établir une véritable feuille de route lui permettant de rendre opérationnelle une nouvelle vision de l'État en particulier dans l'exercice de ses fonctions régaliennes. Cette équipe doit être crédible afin de pouvoir négocier avec nos partenaires, et avoir le soutien financier nécessaire pour mettre en place le quadrillage régalien indis-

pensable. Mais encore, il est important de comprendre que c'est à nous de nous occuper de nos populations et de nos communautés. Ce fardeau nous revient directement en tant que pays. Il est encore plus important de dégager des stratégies pour la paix et le développement d'une économie durable.

Peu de périodes dans l'histoire de notre nation ont été plus difficiles que celle dans laquelle nous nous trouvons actuellement. Notre pays fait face à de grands défis sociaux, financiers et économiques à relever. Nous allons nous répéter encore une fois. Ces défis auxquels nous faisons face actuellement devraient être une grande opportunité pour nous d'apprendre davantage et de mieux préparer l'avenir. Il est temps de prendre les décisions éclairées essentielles à la réussite de nos démarches pour un Mali stable et surtout de montrer la volonté politique nécessaire qui nous permettra de consolider notre nation. A cet effet, nous devons rassembler toutes nos forces et toutes nos intelligences pour penser le rôle et la stratégie du Mali au vingt-et-unième siècle et faire les meilleurs choix : la réconciliation et la reconstruction d'une nouvelle armée républicaine et

des forces de sécurité modernes, une politique extérieure moderne et pertinente, une bonne gouvernance, un état de droit et une justice sociale, et un programme viable de développement durable. Mais aussi, faire de la décentralisation territoriale le catalyseur de l'ancrage de la démocratie de base. Nous devons nous mobiliser plus que jamais pour sauver nos acquis afin d'éviter à tout prix que cette crise ne tourne davantage au désastre économique et social. Nous devons avancer avec rapidité et urgence dans les négociations avec l'ensemble des partenaires régionaux et internationaux afin d'assurer la cohésion de nos actions, mais aussi et surtout nous réunir autour de l'accord de paix afin d'obtenir des avancées significatives et le conclure, étant donné que nous avons beaucoup à faire en cette période de périls et de possibilités. Nous pensons qu'il est nécessaire d'être audacieux dans nos actions et elles doivent être vitales. Et il n'y a donc pas meilleur moment que le présent pour agir hardiment afin d'alléger les souffrances de nos populations et consolider davantage notre nation.

Cheick Boucadry Traore



# Biennale : Mopti n'a pas l'esprit à la fête

La région de Mopti qui accueille du 6 au 16 juillet la biennale artistique et culturelle 2023 n'a pas l'esprit à la fête. Des habitants de la localité confessent que leurs préoccupations sont plutôt d'avoir l'eau et l'électricité dont ils n'ont pas régulièrement accès depuis le mois de février dernier.



La région de Mopti abrite du 6 au 16 juillet les activités de la reprise de la biennale après quelques années d'arrêt. L'événement annoncé en grande pompe sera lancé par les autorités politiques du pays aujourd'hui où est attendue la participation des centaines de personnes.

Si ce rendez-vous culturel et de brassage entre les communautés est généralement très attendu par la localité qui l'accueille, à Mopti la présente édition crée moins de fervor et d'enthousiasme auprès d'une frange

importante de la population. Selon eux, à l'image de Abdoulaye SANGHO, la ville est préoccupée par des problèmes criards et préoccupants.

« Depuis février dernier, la ville de Mopti n'a pas d'eau ni électricité régulièrement. Nous avons manifesté en vain pour que la situation change. À cause de la forte chaleur dont les conséquences ont été doublées à l'absence d'électricité, de nombreuses personnes ont perdu la vie. Ce n'est pas dans ce contexte qu'il fallait tenir cette rencontre regroupant

tout le Mali », a indiqué le jeune SANGHO, ajoutant qu'à cause de ces difficultés des habitants de la ville n'ont pas l'esprit à la fête, mais plutôt à la corvée d'eau qui les coupe le sommeil.

« Malgré notre soutien à la transition, nous ne comprenons pas la démarche des autorités pour la tenue de la biennale à Mopti. La logique voudrait qu'elles pansent d'abord la plaie des habitants avant de songer à cet événement ou de réunir les conditions de sa bonne organisation », a-t-il déclaré.



Certes, il y a eu des efforts en vue d'améliorer la situation, mais ils sont insuffisants au regard de l'ampleur des besoins.

Il a insinué que des responsables de la société civile de la ville n'avaient pas été associés à la décision de la tenue de ladite édition. En lieu et place de la biennale, il aurait proposé d'autres activités en lien avec la prise en compte des préoccupations légitimes de la population.

« Je suis vraiment dégoûté parce que nos préoccupations sont le dernier souci de nos autorités ou bien on les a cachés la réalité de la région », a indiqué M. SANGHO.

Ce calvaire sera tout naturellement vécu par des délégations venues de toutes les régions du Mali qui doivent concourir durant les 10 jours de ce rendez-vous dans diverses disciplines artistiques (chant, chorographies) comme en témoigne le sous-préfet de l'arrondissement de Ber, Moïla Mohamed Ousmane, accompagnant les représentants de la région de Mopti au micro de La Voix de Mopti.

« Nous avons eu une école propre, même

si les gens sont serrés à l'intérieur. A notre arrivée, l'électricité a été notre premier problème. Les régions de Kayes et de Tombouctou partagent deux blocs alimentés par des panneaux mal installés », a décrit Moïla Mohamed Ousmane. Ils sont au moins 80 personnes à être hébergées sur ce site.

Pour pallier au problème, les ressortissants de la région de Tombouctou résidant à Mopti regroupés au sein d'une association, a-t-il souligné, ont loué un groupe électrogène et le mettre à la disposition de la délégation.

« C'est avec ce groupe électrogène que la délégation de Tombouctou fait des répétitions », a affirmé Moïla Mohamed Ousmane.

Une source anonyme soutient en revanche que des actions et initiatives sont en cours depuis quelques jours pour atténuer les difficultés d'eau et d'électricité.

« Nous avons bénéficié de nouveaux groupes électrogènes. On espère qu'ils vont contribuer à prendre des charges et améliorer les conditions d'hébergement et de travail pour tous les participants », espère notre source.

L'information est confirmée sur la page Facebook du gouvernorat de Mopti. « Enfin, un ouf de soulagement pour la population avec l'acquisition de quatre nouveaux groupes électrogènes d'une capacité totale de 5 mégas qui pourront désormais couvrir les besoins de la commune urbaine de Mopti en électricité et mettre un terme à la pénurie d'eau qui liée en grande partie à la crise d'énergie », a posté la cellule de la communication du gouvernorat.

Ces machines mises à la disposition d'EDM-SA, est la concrétisation d'une promesse tenue par les plus hautes autorités de la Transition au premier rang desquelles le colonel Assimi GOITA, président de la transition.

Ces investissements pourraient être le début de solutions aux calvaires des délégations.

En dépit des défis à relever, la tenue de la biennale est aussi un signal pour rassurer la population affectée par l'insécurité.

PAR SIKOU BAH  
Source : Info Matin

# Présumée de détournement d'armes fournies par l'OTAN à l'Ukraine : La France dément

**La porte-parole de la diplomatie russe a affirmé que les armes fournies par l'OTAN à l'Ukraine se sont retrouvées dans les mains des émeutiers dans le contexte de la mort du jeune Nahel à Nanterre.**

La porte-parole de la Diplomatie française a démenti ce jeudi les affirmations de son homologue russe Maria Zakharova à propos des armes fournies par l'Otan (Organisation du traité de l'Atlantique nord) à l'Ukraine.

La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères a déclaré, ce jeudi, que les armes livrées par les partenaires occidentaux à Kiev ont été utilisées contre les forces de l'ordre françaises, dans les violences urbaines qui ont suivi le meurtre du jeune Nahel à Nanterre (Hauts-de-Seine) le 27 juin dernier.

Interrogée par Anadolu (AA) sur la véracité de ces déclarations, Anne-Claire Legendre a indiqué que celles-ci étaient "sans fondement".

"Je n'ai pas l'habitude de commenter les déclarations sans fondement de Madame Zakharova. En l'occurrence, nous fournissons, comme vous le savez, des armes à l'Ukraine en soutien à son action légitime de défense face à une agression illégale de la Russie sur le territoire ukrainien", a-t-elle tenu à souligner.

AA a également interrogé la porte-parole du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères sur une déclaration récente du chef de la Diplomatie russe, Sergueï Lavrov, annonçant que Wagner continuera ses opé-

rations au Mali et en Centrafrique, malgré les récents événements survenus en Russie, notamment ce qui a été qualifié de "révolte de Wagner" contre Moscou.

Anne-Claire Legendre a affirmé "que les derniers événements ont pu manifester à quel point cette milice n'était pas même une milice, mais un groupe criminel mafieux", la porte-parole du Quai d'Orsay faisant état de "violations systémiques et systématiques à la fois des souverainetés des États et des peuples, mais également des droits de l'homme", de la part de la société paramilitaire russe.

Anne-Claire Legendre a réitéré les condamnations de la France face aux "exactions dont les Nations unies ont pu faire état dans le

cadre du rapport sur le massacre de Moura (Mali) intervenu en mars 2022, ou l'implication des mercenaires de Wagner était établie par les Nations unies".

La porte-parole de la Diplomatie française a également lancé un appel "aux pays qui ont fait le choix de Wagner, qui peut-être le regrettent en voyant les développements de ces dernières semaines", Legendre estimant "qu'il est temps" pour ces pays "de se dissocier" de Wagner.

Anne-Claire Legendre a également estimé "que l'on ne peut que craindre que, face à la fragilisation du système Wagner et aux failles à l'intérieur du système russe qui ont été révélées, que les actions de spoliations, d'exactions auxquelles se livre la milice Wagner, n'aillent croissant au détriment des populations et des États concernés".

"Vous savez que nous avons déjà, dans le cadre européen, adopté toute une série de mesures et de sanctions contre les mercenaires de ce groupe mafieux. Nous poursuivons nos discussions avec les partenaires européens et les autres partenaires sur ce point", a conclu la porte-parole de la Diplomatie française, dans sa réponse à Anadolu.

Source : AA



# Niger face aux jihadistes : L'UE renforce son aide militaire

L'UE renforcera son appui militaire au Niger pour combattre les groupes jihadistes, notamment dans les zones proches du Mali et du Burkina Faso, a annoncé mercredi le chef de la diplomatie européenne Josep Borrel.

Le Niger "sera le premier pays africain" à bénéficier d'une aide européenne afin de doter ses forces en "équipements à caractère légal", principalement des "munitions sophistiquées pour hélicoptères de combats", a déclaré Josep Borrell, Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, lors d'une conférence de presse à Niamey. Sur la "centaine de millions d'euros" d'aide destinée à la

sécurité du pays, cinq millions sont destinés à l'achat des munitions de combats et proviendront du Fonds de la facilité européenne pour la paix, dont bénéficie déjà l'Ukraine, a-t-il précisé.

Le chef de la diplomatie européenne a rappelé l'existence des "missions (militaires) au Niger pour soutenir la formation des effectifs, le maillage territorial, la construction de casernes..."

Selon lui, l'UE "soutient" le Niger pour son "agenda de consolidation démocratique (...) la bonne gouvernance", ainsi que "la grande capacité" de son armée "à faire face à l'insécurité".

Il a insisté sur le rôle "stabilisateur" du Niger "au milieu d'une région vulnérable très instable".

Au Sahel, le Mali et le Burkina Faso sont dirigés par des militaires arrivés au pouvoir par un coup d'Etat – respectivement Assimi Goïta et Ibrahim Traoré -, et sont en proie à des violences jihadistes récurrentes.

Josep Borrell a dit "regretter énormément" la décision du gouvernement malien demandant "le retrait de la Minusma" sur son territoire, inquiet d'une augmentation de l'"insécurité" et du développement du "terrorisme".

"On se retire du Mali, on diminue nos activités au Mali et on lance une nouvelle mission de partenariat au Niger", a-t-il assuré.

Mercredi, M. Borrell s'est également entretenu avec le président nigérien Mohamed Bazoum.

Source : rtl.be



# Can U23 : Entretien avec Aliou Badra Diallo sur le derby ouest-africain.

**D**ans le cadre du match pour la 3ème place de la Coupe d'Afrique des Nations des moins de 23 ans opposant le Mali à la Guinée, Malikilé a rencontré l'entraîneur de l'équipe malienne.

**Malikilé : Coach, demain vous allez affronter la Guinée pour la petite finale de cette compétition. Quel est l'état d'esprit de l'équipe ?**

**Coach :** Il est bon, nous avons été déçus par le match contre le Maroc, mais c'est le football, nous avançons.

**Malikilé : Comment préparez-vous cette rencontre si importante ?**

**Coach :** C'est un match difficile, l'enjeu est grand. Depuis des années, les rencontres

entre le Mali et la Guinée sont extrêmement compliquées. Nous sommes très concentrés, nous les étudions, nous croyons en nous, ça ira inchallah.

**Malikilé : Quelles sont les forces et les faiblesses de votre équipe face à la sélection guinéenne ?**

**Coach :** Comme vous l'avez tous vu, nos jeunes viennent de jouer 120 minutes, c'est extrêmement fatigant et défavorable, mais notre force est qu'ils sont très déterminés et toujours prêts à relever le défi.

**Malikilé : Quel est votre discours dans le vestiaire avant ce derby ?**

**Coach :** Le discours n'est pas compliqué, j'ai dit aux jeunes que le match contre le Maroc est terminé et qu'il faut l'oublier complète-

ment et regarder vers l'avant.

Tous les objectifs ne sont pas perdus, il nous reste la qualification pour les Jeux Olympiques, nous pouvons l'obtenir en remportant ce match.

Je leur ai dit qu'ils devront se donner à fond, que ceux qui ne sont pas prêts nous le disent dès maintenant.

Ce que je ne tolérerai pas, c'est la trahison. Ceux qui porteront le maillot devront mouiller le maillot.

**Malikilé : Avez-vous un message particulier pour la population malienne ?**

**Coach :** Nous demandons à tous les Maliens, sans exception, de continuer à nous soutenir pour remporter cette bataille. Qu'ils se rassurent, nous allons tout donner pour leur offrir la joie qu'ils méritent. Qu'ils prient simplement.

Aichatou Sanogo, envoyée spéciale





## **Bélier (21 mars - 19 avril)**

Mieux que personne, vous savez apaiser l'ambiance. Votre autorité rassure vos collaborateurs. Votre chef pourrait vous convoquer pour une évolution. Peu à peu, vous avancez vers un poste idéal. Mais des étapes sont encore utiles pour être épanoui.

Économiser est nécessaire. Uranus en Taureau vous donne des journées intenses. Vous faites des dépenses pour compenser. Ces frais peuvent concerner différentes choses. Des articles pour votre voiture et l'habitation vous plaisent. Fixez une limite.



## **Taureau (20 avril - 19 mai)**

Très déterminé, rien ne pourra vous détourner de vos objectifs professionnels. Ce serait plutôt un bon point, sauf que vous n'en ferez qu'à votre tête et que vous n'écoutez pas vos collègues qui vous reprocheront de ne pas tenir compte de leurs avis.

Saturne l'économe et Pluton l'intransigeant surveilleront votre gestion. À vous d'être rigoureux, car ils auront l'œil et traqueront les failles, sans concession. Ils seront aussi de bons conseils en vous suggérant de placer convenablement votre argent.



## **Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Les astres vous soutiennent professionnellement. Si vous vous lancez dans une nouvelle réalisation, même chose, vous êtes épaulé. Vous pourriez obtenir une aide financière pour finaliser un projet. C'est un bon départ qui s'avère positif pour la suite.

Des mouvements financiers sur vos comptes vous feront sûrement penser que votre situation bancaire ne va pas si mal que cela, même après la période des fêtes. Restez prudent, car le temps d'un instant, une dépense imprévue va venir vous faire douter.



## **Cancer (21 juin - 21 juillet)**

Vous risquez de vous exprimer de façon incorrecte au travail. Le carré Mercure/Uranus amène contradiction et refus de la discussion ! Prudence, car vos collègues ne sont pas habitués à vos sautes d'humeur, restez dans le contrôle, vous pourriez les décevoir.

Une vigilance s'impose aujourd'hui concernant votre argent. Vous risquez, de par le carré Vénus/Mars, de faire des dépenses inconsidérées pendant cette journée. Essayez, dans la mesure du possible, d'épargner votre porte-monnaie de votre mauvaise humeur !



## **Lion (22 juillet - 23 août)**

L'activité professionnelle vous fatigue. Le stress et l'attente de résultats entraînent des difficultés. L'ambiance devient pesante. Les collègues qui étaient vos amis, deviennent vos rivaux. Il est préférable de garder vos distances avec un collaborateur.

Les frais ne sont plus ce qu'ils étaient. Vous devez revoir votre façon de dépenser. L'argent doit d'abord passer par des charges. Les achats liés aux gadgets sont mis de côté. Vous devez freiner aussi sur les délicates attentions qui font plaisir.



## **Vierge (23 août - 23 septembre)**

Vous serez amené à vous exprimer dans votre sphère professionnelle et vous aurez intérêt à mettre sérieusement au point vos arguments. Votre sens analytique jouera en votre faveur et vous donnera quelques bons points pour être écouté attentivement.

On vous présentera une proposition qui ne correspondra pas du tout à vos attentes. Vous aurez donc tout intérêt à la refuser. En cherchant activement, vous pourriez tout à fait rebondir sur une autre opportunité, qui vous sera bien plus profitable.



## **Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Des changements s'annoncent dans le travail, il semblerait que vous ne soyez pas prêt à les recevoir. Vous n'êtes pas dans un bon état d'esprit, du coup vous avez du mal à vous concentrer sur le professionnel. Faites une pause de 24 heures.

Les astres vous recommandent de faire attention à vos dépenses. Votre budget n'est pas aussi stable que vous le pensez, même si vous essayez de vous persuader du contraire. Faire un effort est la meilleure décision que vous pouvez prendre actuellement.



## **Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Votre nervosité et votre impulsivité vous jouent des tours au travail. Vous ne supportez ni autorité ni obligations, aujourd'hui ! En plus, vous vous sentez découragé et avez l'impression que tout se ligue contre vous, l'impuissance vous envahit.

De la prudence vous est demandée, car le carré Mars/Vénus peut vous pousser à faire des dépenses excessives. Votre nervosité d'aujourd'hui risque de se décharger sur votre porte-monnaie ! Essayer d'éviter d'en arriver là, vous pourriez le regretter.



## **Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

Vous guidez facilement vos collaborateurs dans l'activité. Les tâches peuvent se faire dans de nouveaux bureaux. Du remue-ménage arrive dans votre service. Il faut s'adapter rapidement ! Une formation est possible. Elle devrait apporter des bagages.

Vous êtes raisonnable quand cela est nécessaire. En ce moment, vous commencez à réaliser des économies. Il faut faire attention aux coups de coeur. Des gadgets, sacs et accessoires pour les voyages, vous attirent ! Dépensez en payant en plusieurs fois.



## **Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

Vous vous fiez à votre intuition pour prendre la bonne direction. Votre charisme, mélange subtil de bienveillance et de fermeté vous ouvrira des portes. Dans le travail, ces deux qualités vous permettront de gagner la confiance de votre hiérarchie.

Focus sur vos finances avec un Soleil pris en sandwich entre Pluton et Mercure. Vous devrez être attentif aux dépenses inutiles. En affaire, rien ne sera gagné non plus et malgré vos efforts, une négociation risquera de piétiner ou être dans une impasse.



## **Verseau (20 janvier - 19 février)**

Vous recevez le soutien tant attendu côté professionnel. Il était temps ! Cependant, vous êtes face à un choix important, avec pour possibilité de faire évoluer un projet ou celle de prendre une direction opposée. Il n'y a que vous pour décider.

Réduire les coûts surtout après la période des fêtes vous aidera à faire des économies. Des petits gains provenant d'activités occasionnelles vous permettent de gagner des bonus, c'est l'occasion de ne pas toucher à votre salaire.



## **Poisson (19 février - 21 mars)**

Mars étant mal aspecté aujourd'hui, les relations au travail sont compliquées. Vous êtes de mauvaise humeur, nerveux et même susceptible, ce qui n'arrange rien. Toutes les mauvaises conditions sont réunies pour vous gâcher votre journée professionnelle !

Soyez vigilant aujourd'hui, car le carré Vénus/Mars risque de vous amener également des perturbations dans vos finances. Effectivement, vous pourriez faire des dépenses inconsidérées et même parfois excessives, la prudence s'impose dans ce domaine.

L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



1273 Malikilé



1274 Malikilé



1275 Malikilé



1276 Malikilé



1277 Malikilé



1278 Malikilé



1279 Malikilé



1280 Malikilé



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...  
n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23